
◀ **Motion d'actualité du Conseil fédéral de SUD éducation**
des 26 et 27 septembre 2019 ▶

Pour nos retraites, toutes et tous ensemble en grève dès le 5 décembre !

Construisons la grève interprofessionnelle !

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Macron-Philippe mène son entreprise de destruction à un rythme soutenu. Dans l'éducation les réformes se sont succédées dans tous les degrés. Cette rentrée voit les réformes des lycées s'appliquer dans un ministère marqué par la grève inédite du Bac 2019. La loi Blanquer, dont SUD éducation revendique toujours l'abrogation, commence également à être appliquée. En dehors de l'Éducation nationale, le gouvernement n'est pas en reste.

Notamment, la loi « de Transformation de la Fonction Publique » du 6 août 2019 entraîne le remplacement des CT et des CHSCT par un organe unique, le "Comité social d'administration", la diminution du rôle des CAP, le développement de la contractualisation (notamment avec les "CDD de chantier").

Il convient de rester extrêmement vigilant car les conséquences de ces réformes n'ont pas fini de se faire sentir et dès les premiers jours de la rentrée les personnels en ont constaté les effets néfastes.

Dans ce contexte, SUD éducation continuera de soutenir et d'œuvrer à l'amplification des mobilisations des personnels contre ces réformes et de communiquer sur leurs effets. Notons que le ministre a reculé sur les EPSF suite à la mobilisation dans le premier degré.

Combattre le projet de réforme des retraites, porter notre projet de société

Les retraites constituent un enjeu interprofessionnel qui concerne l'ensemble de la population. Nous pouvons espérer construire une mobilisation qui dépasse les carcans catégoriels bien qu'il faudra la construire dans les secteurs en partant des situations sectorielles. À ce titre, les personnels de l'Éducation nationale vont payer un lourd tribut si cette réforme passe.

Les retraites touchent à de nombreuses questions qui nécessitent de mettre en avant notre projet de société. Dans ce cadre, nous porterons notamment dans nos interventions :

- la lutte contre la précarité : les carrières hachées et les bas salaires touchant des retraites largement amputées
- la lutte contre le sexisme : les femmes ont de nombreuses discontinuités dans leur carrière à cause de la précarité et de l'inégalité, dont la charge de l'éducation, qui repose d'abord sur elles. Leurs salaires sont en

général plus bas. Comme la pension sera calculée sur toute la carrière, elles subiront une baisse de pension par rapport à la situation actuelle (qui la calcule sur le salaire ou les meilleures années). À cela s'ajoute l'inquiétude sur les pensions de réversion alors que celles-ci permettent aujourd'hui de limiter l'écart de pension entre hommes et femmes.

- la solidarité intergénérationnelle contre le projet de société du gouvernement.

Après la réussite de la grève du 13 septembre à la RATP et l'appel de l'intersyndicale à une grève illimitée à partir du 5 décembre, cette date serait un point de départ pour une grève reconductible dans certains secteurs. Plusieurs organisations syndicales ont d'ores et déjà déposé un préavis de grève reconductible à partir de cette date.

Dès maintenant et sans faire l'impasse sur des dates de mobilisation en novembre, SUD éducation appelle les personnels à se mettre en grève le 5 décembre et à mettre en débat dans les assemblées générales sa reconduction, dans l'objectif de construire un vaste mouvement interprofessionnel.

Pour cela, SUD éducation entend :

- construire la mobilisation par des campagnes d'information, de sensibilisation
- réunir les forces syndicales et plus largement le mouvement social (associations, collectifs, gilets jaunes, etc.) pour gagner, tout en construisant une mobilisation unitaire partant des situations sectorielles
- rassembler une intersyndicale la plus large possible dans son secteur. Dans la perspective du 5 décembre, l'action intersyndicale ne doit pas qu'être "de papier" mais se déployer sur le terrain, par des heures d'information syndicale, des tournées syndicales communes.

Il s'agit de faire échec au projet du gouvernement et d'obtenir pour toutes et tous :

- un taux de remplacement à 75 % des dix meilleures années ou du dernier indice,
- une durée de cotisation de 37 ans et demi,
- pas de pension inférieure au smic,
- l'égalité entre les hommes et les femmes au travail comme dans la retraite,
- départ à 60 ans, à 55 ans pour les métiers pénibles, pas de recul sur les droits acquis.

De plus, l'Union syndicale Solidaires est engagée actuellement dans la campagne contre la privatisation d'ADP (Aéroports de Paris). La fédération SUD éducation s'impliquera dans cette campagne dans son secteur.

Enfin, la fédération SUD éducation soutient les grèves climat du vendredi (depuis mars 2019) et les mobilisations en faveur de la justice sociale et climatique en déposant des préavis de grève et en appelant à participer aux manifestations. SUD éducation revendique le droit de la jeunesse à faire grève et à manifester en France ! Partout dans le monde les étudiant-e-s, lycéen-ne-s et habitant-e-s se mobilisent pour des changements politiques majeurs, pourtant la France s'est illustrée en réprimant violemment les marches mondiales pour le climat. Cela s'ajoute aux nombreuses exactions policières, aux entraves au droit de manifester et aux condamnations de manifestant-e-s que nous dénonçons avec fermeté.